

POURQUOI LA CRISE N'INTÉRESSE PLUS GRAND MONDE

Ils viennent d'horizons différents: le monde de l'entreprise, celui des universités ou de la société civile et ils ont chacun leur regard sur la crise politique. Tantôt inquiets, tantôt critiques, tantôt pleins d'humour, ils s'interrogent. Pourquoi un an après les élections, le pays n'a-t-il toujours pas de gouvernement? Et surtout pourquoi cela semble ne plus émouvoir personne?

BRUNO COPPENS

Humoriste

«Moi je dis 'courage'. C'est la première année la plus dure mais après, ça deviendra la règle. La Belgique deviendra un pays sur-réaliste sans gouvernement.



© Sofie Van Hoof

Bon, même si économiquement, ce n'est pas viable, il faut avouer qu'on est quand même pas mal lotis. On est primés à Cannes. Van Rompuy est à l'Europe, on promet à Reynders le FMI. Enfin, ça fait des années qu'on lui fait miroiter un bon poste, celui de Premier ministre aussi. Au final, il n'est même plus président de son parti.

Mais sinon ça va plutôt bien. Alors surtout, ne touchons à rien. Le seul problème là-dedans, c'est: que va faire Yves Leterme? Depuis un an, il devrait être en congé. Imaginez que ça dure encore et qu'il fasse vingt ans d'intérim. Est-ce que ça va compter pour sa pension? Va-t-il devoir prendre un informateur ou un formateur pour trouver son remplaçant?

Peut-être que la solution, ce serait qu'Elio Di Rupo embrasse Bart De Wever. Il lui refilerait son angiome et l'obligerait à se taire.»

STÉPHANIE DEMOULIN

Professeur de négociation et de gestion de conflits à l'UCL

«On a l'impression que les

négociateurs ont un sentiment d'impuissance. Rien ne bouge. On est allé d'échec en échec. Donc, maintenant, on manque d'énergie face aux éléments négatifs qui se reproduisent. On fait face à une situation de blocage. Mais il y a toujours des



© Doc

moyens de sortir de l'impasse.

Il faut un déclencheur externe ou interne. Cela peut être une pression plus forte de la part de la population mais cela n'a pas l'air d'être le cas. Cela peut aussi venir d'une tierce personne: une autre nation, l'Europe ou les fameuses agences de notation.

Il peut aussi y avoir un événement qui n'a rien à voir avec la politique, comme une catas-

trophe. Il y aurait alors un ennemi commun contre lequel se battre. Une autre possibilité, c'est le retour aux urnes. Cela pourrait aider mais c'est peu probable car il y a un risque que les votes aillent vers les extrêmes.

Et en ce qui concerne les éléments internes, il pourrait y avoir des changements structurels: un autre négociateur, un autre lieu, un autre moment, des règles qui changent. Mais tout cela a déjà été tenté. Donc, il y a peu de chances que cela fonctionne.

Ce qu'ils doivent faire, c'est changer la dynamique. Aller plus dans le sens d'une collaboration que d'une compétition.

Maintenant, nous sommes dans une situation que l'on dit de somme zéro. Il y a deux grands groupes qui s'opposent. Les objectifs poursuivis par chacun sont vus comme irréconciliables et mutuellement exclusifs. Donc, il ne faut surtout pas laisser l'autre gagner.

Or, pour arriver à négocier, il faut un réel engagement de toutes les parties. Car on ne peut pas collaborer tout seul. D'ailleurs, si on collabore et que l'autre nous fait croire qu'il fait de même, on peut se faire avoir.»

PASCAL DELWIT

Politologue à l'ULB

«Le temps de la négociation est un moment excitant pour les politologues. Mais nous sommes aussi des citoyens. Donc, nous aussi nous faisons face à cette attente, à cette lassitude.

Ce qu'il y a, c'est qu'on fait du surplace. Et au bout d'un moment, tout le monde s'ennuie. On essaie alors de voir ce que fait l'autre. Est-ce qu'il va craquer?

Il y a aussi parfois des moments de dramatisation sans que cela ne change les choses. Plus il y a de



© Doc

communication, moins on avance sur le fond, et réciproquement.

Les négociations ne se font pas en plein jour sous l'œil des camé-

ras. En ce qui concerne la note de Vande Lanotte ou celle de Wouter Beke, il n'y a pas eu d'échos. Pour Wouter Beke, il n'y a même pas eu de rapport écrit. Donc, on ne sait pas ce que cette note contient.

Or, nous sommes souvent interpellés par les médias, les étudiants, les amis, sans que l'on sache quoi leur dire vu qu'il ne se passe rien.»

MARC LITS

Directeur de l'Observatoire du récit médiatique

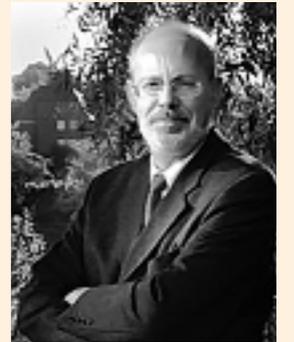
«En 2007, les médias jouaient fort la carte de leur région. et puis, il y a eu cette grande manifestation pour la Belgique. C'est à ce moment qu'on a vu des collaborations entre journaux flamands et francophones. Le résultat est qu'on assiste à un mouvement un peu curieux. D'un côté, ils relaient toujours la position de leur région.

D'un autre côté, ils essaient de dire qu'il faut maintenir la Belgique. Mais on ne peut pas dire qu'ils mettent de l'huile sur le feu. Ils ont beaucoup soutenu les manifestations citoyennes jusqu'à ce que le mouvement se

dégonfle.

Les médias ne sont donc pas responsables de la lassitude des citoyens. La crise est longue. Ils ne peuvent pas non plus faire des articles tous les jours, surtout qu'il ne se passe rien et que les politiques se font discrets.

Aujourd'hui, la crise est donc peu présente par rapport à son importance. Cela s'explique aussi



© Doc

par le fait que l'on a aussi vécu pas mal d'événements internationaux: Fukushima, l'Égypte, la Tunisie, etc, qui ont pris la place de la politique belge.

Et si maintenant, on reparle de cette crise c'est parce que c'est un anniversaire. Mais, dans le fond, il ne se passe toujours rien.

